

- GUYANE -

BULLETIN TRIMESTRIEL DE CONJONCTURE

**Suivi de la conjoncture
financière et bancaire**

n° 124

**2nd trimestre 2005
(septembre 2005)**

Conjoncture financière et bancaire

Sommaire

<i>Methodologie</i>	3
<i>1. Synthèse</i>	5
<i>2. L'enquête auprès des Etablissements de Crédit</i>	9
<i>3. Les actifs financiers de la clientèle non financière</i>	10
<i>Les placements des ménages</i>	11
<i>La disponibilité des entreprises</i>	12
<i>4. Les passifs financiers de la clientèle non financière</i>	13
<i>4.1 Concours consentis par les établissements de crédit locaux</i>	13
<i>L'endettement des ménages</i>	14
<i>L'endettement des entreprises</i>	15
<i>4.2 Concours consentis sur la place par l'ensemble des établissements de crédit</i>	16
<i>5. La position extérieure nette du système bancaire local</i>	17
<i>6. Risques sectoriels</i>	18
<i>7. Rappel des taux</i>	20
<i>7.1 Taux réglementés</i>	20
<i>7.2 Evolution des principaux taux de marché</i>	20
<i>7.3 Enquête de l'IEDOM sur le coût du crédit aux entreprises</i>	20
<i>7.4 Taux de l'usure</i>	20
<i>8. Monnaie fiduciaire</i>	21
<i>8.1 Emission mensuelle de billets euros</i>	21
<i>8.2 Emission mensuelle de pièces euros</i>	21

1) Les établissements de crédit locaux et non installés localement

Pour l'IEDOM, deux critères cumulatifs président à l'attribution du statut d'établissement local : la présence d'un guichet sur place et la production de bilans et de comptes de résultat retraçant l'activité locale. Les établissements ne remplissant pas ces deux conditions sont considérés comme non installés localement. Ainsi, par exemple, l'Agence française de développement ou la CASDEN disposent effectivement d'un guichet sur place mais ne fournissent pas de bilan ou de compte de résultat local.

La Poste et le Trésor sont assimilés à des établissements locaux.

2) L'enquête de conjoncture

L'enquête de conjoncture, effectuée par l'IEDOM auprès des dirigeants des principaux établissements de crédit installés localement, est réalisée trimestriellement (9 établissements sont concernés).

Cette enquête comporte 13 questions. Les questions visent à saisir, sous forme de flèches, les évolutions (passées ou prévues) relatives aux dépôts et aux crédits ainsi que les opinions relatives à la situation de différents indicateurs (produit net bancaire, commissions, charges d'exploitation, provisions, résultat, effectifs et environnement économique). Les réponses sont pondérées en fonction de l'importance de l'activité de l'établissement interrogé (selon la question, la pondération est effectuée par les encours de crédits ou les encours de dépôts). Les chiffres ainsi obtenus donnent une mesure synthétique de l'écart entre la proportion des dirigeants qui estiment qu'il y a eu progression ou qu'une situation est en amélioration et celle des dirigeants jugeant qu'il y a eu fléchissement ou qu'une situation est en dégradation.

3) Les actifs financiers

Les actifs financiers présentés ici ne concernent que les dépôts dans les banques locales, à La Poste et au Trésor public. Ils ne recensent donc pas les placements de la clientèle locale auprès de banques métropolitaines.

Les placements liquides ou à court terme regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles sans risque de perte en capital. Ils se partagent entre les comptes d'épargne à régime spécial (livrets A et bleus, livrets ordinaires, livrets jeunes, livrets d'épargne populaire, Codevi et comptes d'épargne logement) et les produits rémunérés au taux du marché monétaire (dépôts à terme, bons de caisse, certificats de dépôts et OPCVM monétaires).

L'épargne à long terme est constituée par les portefeuilles-titres, les OPCVM non monétaires, les plans d'épargne logement, les plans d'épargne populaire et les autres actifs (assurance vie essentiellement). Les données présentées ici ne sont pas exhaustives. En effet, ces informations n'incluent que partiellement les encours de contrats d'assurance vie souscrits auprès des établissements de crédit et ne comprennent pas les données relatives aux opérations des compagnies d'assurance intervenant dans le département.

Les ménages regroupent les particuliers, les entrepreneurs individuels et les administrations privées. Les entreprises correspondent aux sociétés non financières et les autres agents rassemblent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations publiques locales, les administrations centrales et les administrations de sécurité sociale.

4) Les passifs financiers

Dans les passifs financiers, sont présentés dans un premier temps les crédits octroyés par les établissements de crédit (EC) locaux puis les crédits accordés par les EC locaux et les principaux EC non installés localement.

Conjoncture financière et bancaire

Les établissements de crédit non installés localement et intervenant dans les DOM sont principalement la Caisse des dépôts et consignations (CDC), la Banque européenne d'investissement (BEI), Dexia – Crédit local de France, l'Agence française de développement (AFD), la Casden, Natexis et la Compagnie de financement foncier.

Les encours de crédit des entrepreneurs individuels (EI) sont répartis entre entreprises et ménages selon les types de crédits. Ainsi, les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs des entrepreneurs individuels sont comptabilisés dans les encours des ménages (avec les données des "particuliers") et les autres catégories de crédit des "EI" sont intégrées aux entreprises (avec la totalité des données des "sociétés non financières").

Pour les entreprises (SNF et EI selon les cas), les crédits d'exploitation regroupent les créances commerciales, les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et l'affacturage tandis que les crédits d'investissement comprennent les crédits à l'équipement et le crédit-bail.

Pour les ménages (particuliers, administrations privées et entrepreneurs individuels selon les cas), les crédits à la consommation rassemblent les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et le crédit-bail.

Les autres agents regroupent les sociétés d'assurance et fonds de pension ainsi que les administrations centrales et de sécurité sociale.

5) Service central des risques (SCR) et SCR douteux

Le service central des risques (SCR) de la Banque de France recense, à partir d'un seuil déclaratif de 45 000 euros de crédits (dans les DOM) par guichet bancaire et par entité juridique, les encours de crédits distribués par les établissements de crédit implantés sur le territoire français, en faveur d'entités juridiques dont le siège social se situe dans les DCOM. Cette source d'information permet, même si elle n'est pas exhaustive, une analyse sectorielle des encours de crédit.

Il est complété par les statistiques collectées mensuellement par l'IEDOM sur les encours de créances douteuses déclarés localement par les établissements de crédit à partir d'un encours de 10 000 euros ainsi que les arriérés sociaux d'un montant supérieur à 22 500 euros et transmis par la Caisse Générale de Sécurité Sociale.

Pour la présentation de ces données, la répartition sectorielle adoptée est la suivante :

Secteurs	Codes NAF 60 (nomenclature INSEE)
Primaire	01 à 05
Industrie	10 à 37
Eau/Energie	40 à 41
BTP	45
Commerce	50 à 52
Transport	60 à 63
Activités immobilières	70
Services (hors immobilier)	55, 64, 71 à 74 et 90 à 93
Services financiers	65 à 67
Education	80
Santé, action sociale	85
Administrations publiques	75, 91 et 92
Divers	00 et 95 à 99

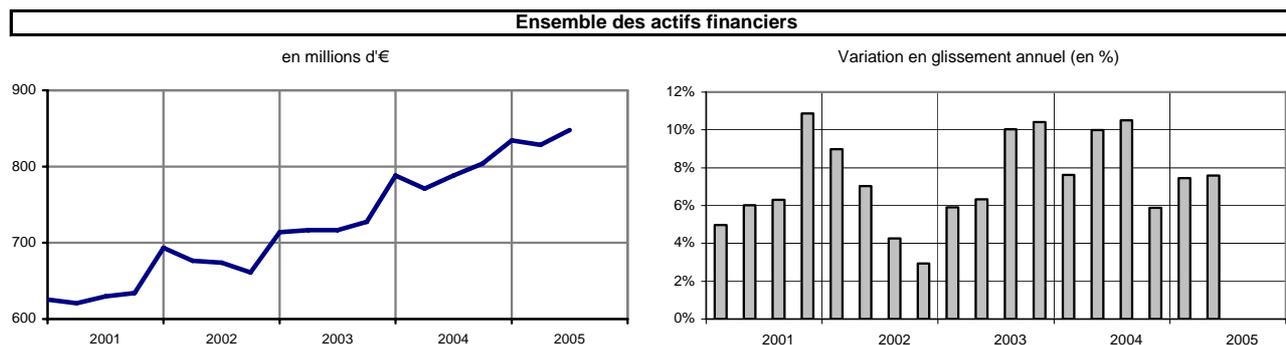
6) Position extérieure nette

La position extérieure nette du système bancaire local résulte de la différence entre avoirs et engagements extérieurs des établissements de crédit de la place.

1. Synthèse

Les actifs financiers progressent de 7,0 % sur un an.

Au 30 juin 2005, l'encours global des actifs financiers recensés en Guyane (hors contrats d'assurance-vie¹) s'élève à 801,8 millions d'€, en hausse de 7,0 % en glissement annuel, soit un rythme de croissance en décélération par rapport à celui observé l'année précédente (+ 9,5 %). Par ailleurs, les dirigeants des établissements de crédit témoignent d'une opinion en sensible dégradation sur la collecte des dépôts au 3^{ème} trimestre 2005, à mettre en relation avec la morosité de la conjoncture économique. Ce mouvement devrait toutefois s'inverser au trimestre prochain.



Dans le détail, la meilleure performance revient aux dépôts à vue (400,1 millions d'€ soit 50 % du total des actifs hors assurances-vie) dont l'encours a augmenté de 11,8 % sur un an contre + 6,8 % en juin 2004. Cette hausse est essentiellement imputable à la progression des dépôts à vue des sociétés non financières (+ 20,2 %), des ménages (+ 6,2 %) et des autres agents (+ 46,0 %).



Les placements liquides ou à court terme (266,4 millions d'€ soit 33 % du total) affichent une progression plus mesurée de 4,1 % sur un an. Une reprise de la croissance semble toutefois s'amorcer après le ralentissement très prononcé enregistré depuis le début 2002. L'orientation des comptes d'épargne à régime spécial est positive (+ 5,6 % contre + 6,4 % au 30 juin 2004), ainsi que celle des placements indexés sur les taux du marché monétaire qui repasse en terrain positif pour la première fois depuis la fin 2004 (+ 0,7 % contre + 11,6 % un an plus tôt). La croissance des comptes d'épargne à régime spécial s'explique plus particulièrement par la hausse des livrets ordinaires (+ 3,9 %, contre + 7,0 % au 30 juin 2004) et celle des livrets A et bleu (+ 3,3 % contre + 1,5 %). Par ailleurs, les comptes d'épargne logement bénéficient toujours d'une croissance soutenue (+ 14,6 % contre + 9,6 % un an plus tôt). La légère reprise des placements indexés sur les taux du marché monétaire provient essentiellement du redressement des dépôts à terme (+ 0,4 %) et de la progression des OPCVM monétaires (+ 13,4 %).

Enfin, les placements à long terme (hors contrats d'assurance-vie), qui représentent 17 % du total des actifs financiers, s'établissent à 135,4 millions d'€ au 30 juin 2005. Les avoirs des ménages, principaux détenteurs de ce type d'épargne (93 % du total), progressent de 4,0 % en glissement annuel.

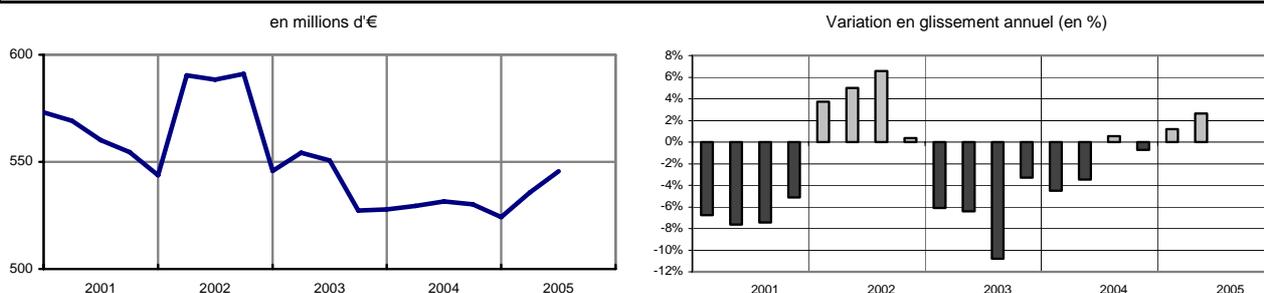
¹ La collecte des statistiques concernant l'encours des contrats d'assurance-vie s'est récemment enrichie de données provenant d'établissements de la place qui n'étaient pas recensées jusqu'à présent. Cet effet de base ne permet pas une analyse pertinente de l'évolution de ces produits sur la période sous revue. Pour information, l'encours des contrats d'assurance-vie recensé au 30 juin 2005 s'élève à 46,2 millions d'€

Conjoncture financière et bancaire

L'encours de crédit des établissements locaux connaît sa plus forte progression depuis septembre 2002.

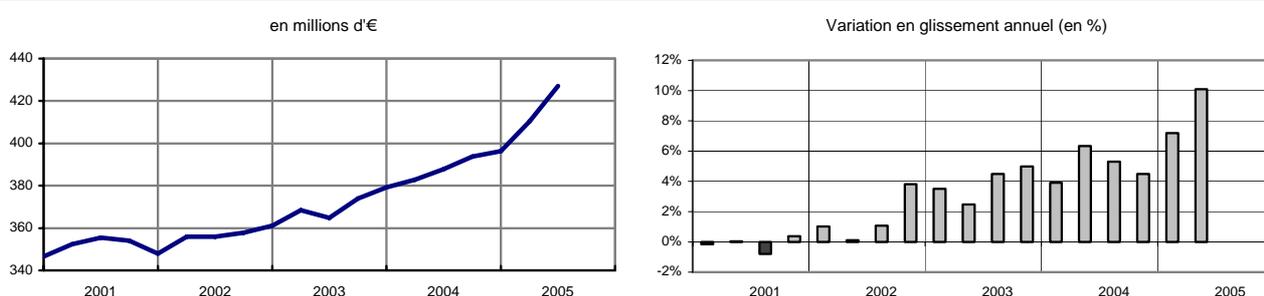
Le total des passifs financiers distribués par les établissements de crédit s'inscrit en hausse au 30 juin 2005. En effet, l'encours global de crédit atteint ainsi 1 333,3 millions d'€ en progression de 4,9 % sur un an après - 0,8 % l'année précédente. L'encours sain progresse plus vivement (+ 8,0 % en glissement annuel), alors que les créances douteuses brutes enregistrent un repli de 16,2 % sur un an. Les entreprises, principales bénéficiaires des concours octroyés dans le département (57 % du total) affichent une orientation à la hausse (+ 2,0 % en un an). De même, l'encours en faveur des collectivités locales a fortement progressé sur un an (+ 13,8 %) et atteint 184,5 millions d'€. Ce rebond provient principalement des crédits à l'équipement (soit 85 % du total), en hausse de 14,7 %.

Encours de crédit brut des EC locaux



L'encours global de crédit consenti par les établissements locaux s'établit à 545,6 millions d'€ confirmant ainsi la reprise observée au trimestre précédent, après la baisse enregistrée ces dernières années (respectivement + 2,6 % en glissement annuel contre - 3,5 % en juin 2004). L'encours de crédit sain poursuit son mouvement de croissance (+ 10,1 %), soit sa meilleure performance depuis mars 2000.

Encours de crédit sain des EC locaux



Les entreprises sont les principaux débiteurs des établissements de crédit locaux (51 % du total). Leur encours total se replie de 1,4 % à 279 millions d'€ mais leur encours sain progresse de 12,1 %, soit le rythme de croissance le plus élevé depuis mars 2000, à 175,9 millions d'€. Composés à 91 % de crédits à l'équipement et à 9 % de crédit-bail, les crédits d'investissement affichent une progression en glissement annuel de 3,4 % pour s'établir à 87,0 millions d'€ au 30 juin 2005. Par ailleurs, les crédits d'exploitation (dont 54 % de comptes ordinaires débiteurs) progressent de 10,7 % à 49,3 millions d'€ sur un an. Le poids des créances douteuses brutes dans l'ensemble des concours aux entreprises s'inscrit en baisse de 8,2 points sur un an à 37,9 %. Enfin, les crédits à l'habitat (+ 44,5 %) et les autres crédits (+ 32,9 %) contribuent fortement à la progression globale.

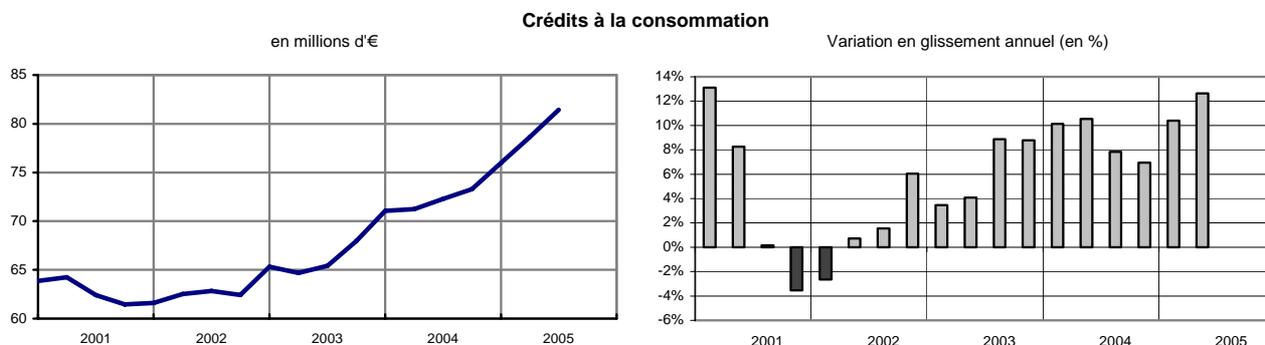
Les soldes d'opinions des dirigeants des établissements bancaires sur la production de crédits aux entreprises au 3^{ème} trimestre laissent présager une poursuite de cette dynamique favorable, plus particulièrement pour les crédits à l'équipement.

L'endettement des ménages progresse également à un rythme soutenu (+ 7,0 % pour l'encours total et + 8,6 % pour l'encours sain) et atteint 260,2 millions d'€. La croissance des crédits à l'habitat, principale composante de l'endettement des ménages (66 % de l'encours sain), augmente de 7,1 % et tend ainsi à repartir de l'avant après deux trimestres de ralentissement. De même, les crédits à la consommation

Conjoncture financière et bancaire

enregistrent une progression par rapport à l'année précédente (+ 12,6 %). Enfin, le taux de créances douteuses brutes s'établit à 5,8 %, en baisse de 1,4 point sur un an.

Selon les dirigeants des établissements bancaires, cette dynamique du marché des particuliers devrait se poursuivre au 3^{ème} trimestre 2005. Elle devrait être plus marquée pour les crédits à la consommation que pour les concours en faveur de l'habitat.



Par ailleurs, si le système bancaire local continue de dégager une capacité de financement confortable de 295,5 millions d'€ celle-ci enregistre une baisse de 10,9 millions d'€ sur le trimestre en raison du développement des concours en faveur de la clientèle locale.

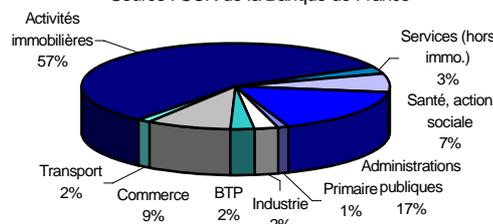
Les risques concernant les entreprises recensées au SCR progressent de 4,3 % sur un an.

Au 30 juin 2005, l'encours des crédits aux entreprises enregistré par le Service central des risques (SCR) de la Banque de France atteignait 1 117 millions d'€, en hausse de 4,3 % en glissement annuel et de 0,8 % par rapport à mars 2005. Les activités immobilières dominent largement les autres secteurs d'activité (soit 57 % du total). Les risques en faveur des administrations publiques, essentiellement les collectivités locales, représentent 17 % du total, suivies par le secteur du commerce (9 %) et celui de la santé (7 %).

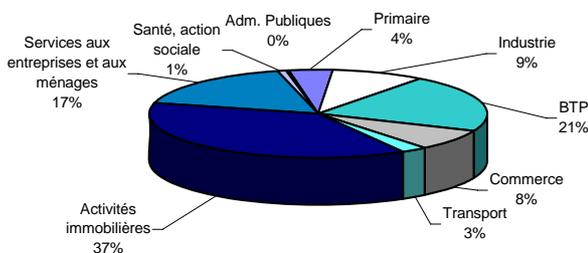
Sur un an, le total des risques a évolué dans des marges irrégulières selon les secteurs d'activité. Les progressions les plus significatives relèvent des secteurs de la santé (+ 17,8 %), des administrations publiques (+ 13,8 %) et des transports (+ 8,9 %). A l'inverse, le total des risques portés sur l'industrie baisse de 13,7 %, de même que celui sur le secteur primaire (- 6,8 %). Les encours en faveur des secteurs du BTP et du commerce se stabilisent avec des évolutions de respectivement - 1,1 % et - 0,3 %.

Répartition des risques par secteur au 30/06/2005

Source : SCR de la Banque de France



Nouveaux encours douteux au 2nd trimestre 2005



Par ailleurs, les nouvelles créances douteuses déclarées au 2nd trimestre 2005 font apparaître un accroissement des risques dans le secteur du BTP, de l'industrie et des services marchands hors activités immobilières. En revanche, les déclarations concernant le secteur immobilier, même si elles sont majoritaires, présentent un poids inférieur à celui de leurs risques déclarés au SCR. Il en va de même pour les administrations publiques et le secteur de la santé.

Conjoncture financière et bancaire

Poursuite de la baisse des taux d'intérêt sur les crédits aux entreprises...

L'enquête semestrielle de l'IEDOM sur le coût du crédit aux entreprises en Guyane recense l'ensemble des concours accordés par les six établissements interrogés (quatre banques FBF et deux sociétés financières) au cours des mois de janvier-février et juillet-août de chaque année.

Le taux moyen pondéré global a légèrement diminué de 0,15 point par rapport à la dernière enquête pour s'établir à 6,72 %. Cette évolution s'explique par la baisse des taux à moyen et long terme (- 0,22 point en août 2005) à 5,17 %, alors que les taux à court terme enregistrent une hausse de 0,26 point à 8,73 %.

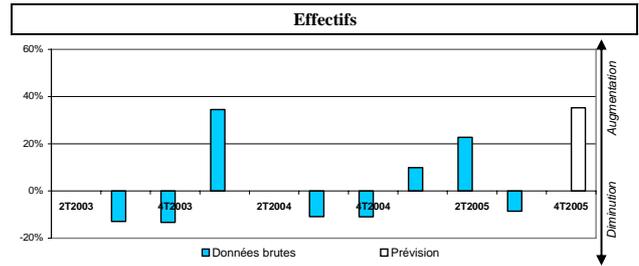
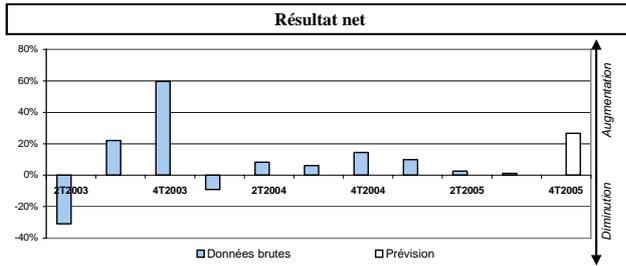
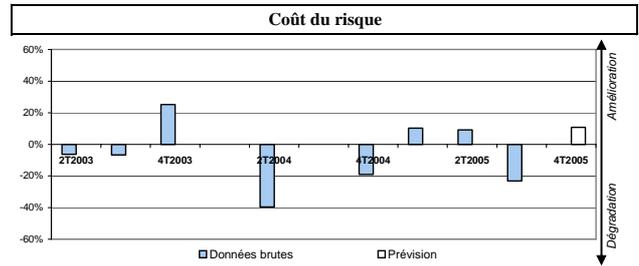
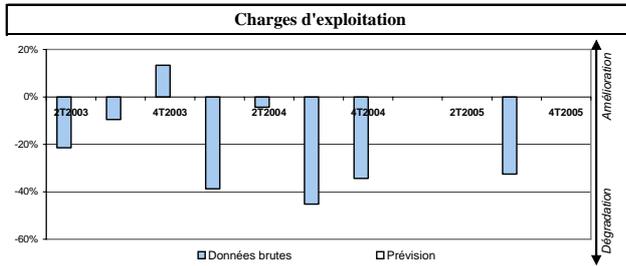
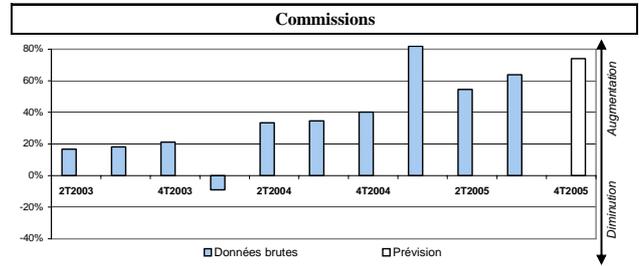
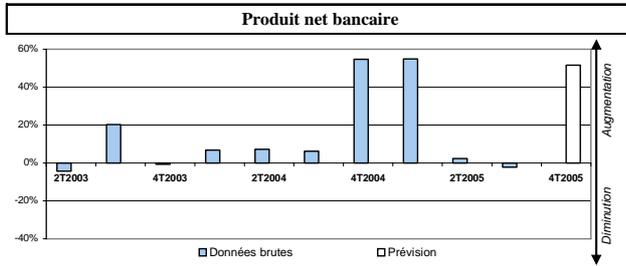
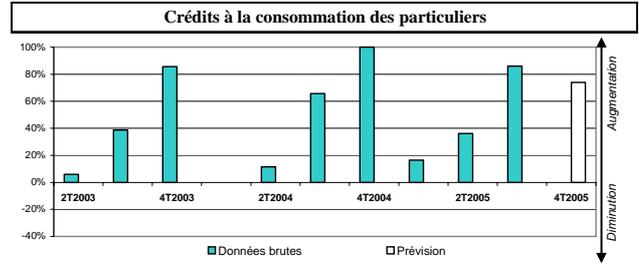
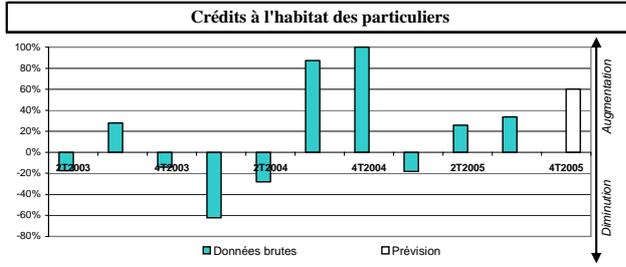
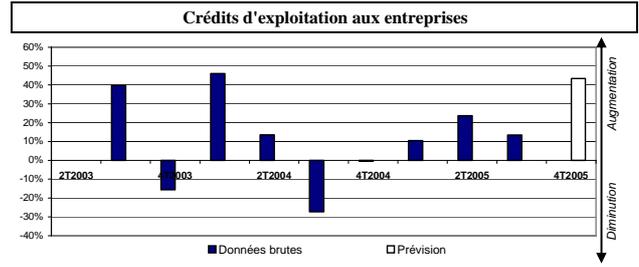
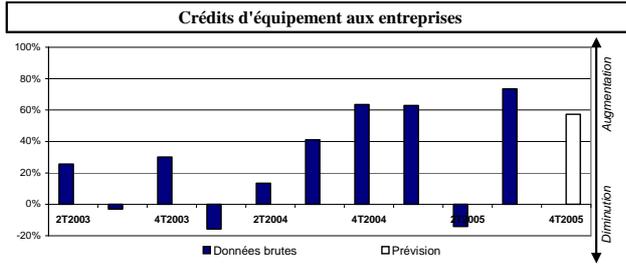
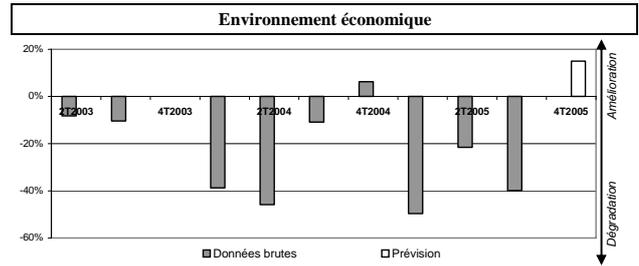
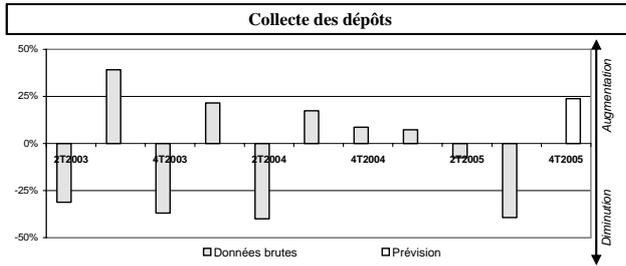
Les résultats bancaires sont mitigés.

Malgré une activité commerciale favorable à la fois sur le marché des particuliers et celui des entreprises, et une opinion positive sur le commissionnement, la position des dirigeants des établissements bancaires est plutôt réservée quant à l'évolution de leur produit net bancaire au 3^{ème} trimestre. Un rebond est toutefois attendu pour la fin de l'année. Contrairement aux anticipations du trimestre précédent, l'opinion sur les charges d'exploitation s'est sensiblement dégradée de même que celle sur les risques. Ceci conduit à une opinion neutre sur les résultats. Une meilleure orientation est toutefois anticipée pour le 4^{ème} trimestre 2005, qui devrait soutenir le résultat net.

Enfin, l'environnement économique est perçu en dégradation depuis trois trimestres successifs mais un rebond est toutefois attendu pour la fin de l'année.

2. L'enquête auprès des Etablissements de Crédit

Soldes d'opinions des dirigeants



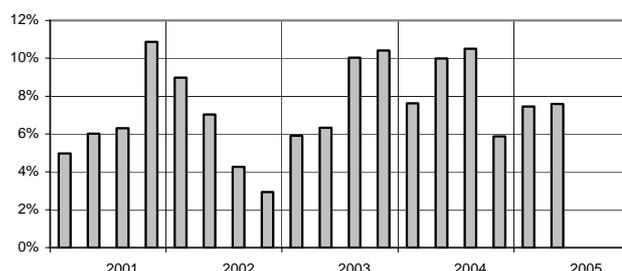
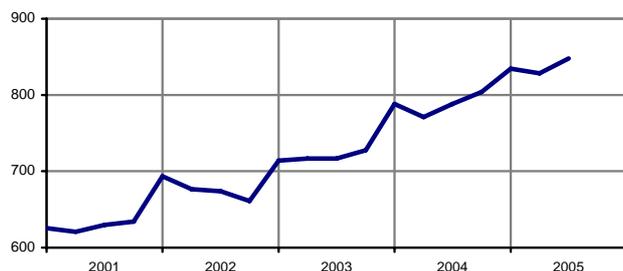
3. Les actifs financiers de la clientèle non financière

	Montants en millions									Variations	
	juin-00	juin-01	juin-02	juin-03	juin-04	sept-04	déc-04	mars-05	juin-05	1 an	1 trim.
Sociétés non financières	132,7	120,4	125,1	145,5	162,1	169,7	189,2	177,8	179,3	10,6%	0,9%
Dépôts à vue	92,6	78,8	88,7	114,1	112,1	121,3	140,0	134,2	134,8	20,2%	0,5%
Placements liquides ou à court terme	35,0	37,4	32,9	28,4	35,5	32,5	34,9	31,5	34,8	-1,9%	10,5%
Comptes d'épargne à régime spécial	0,1	0,2	0,3	0,2	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	24,3%	-14,4%
Placements indexés sur les taux de marché	34,9	37,2	32,6	28,1	35,2	32,2	34,6	31,1	34,4	-2,1%	10,9%
(dt) comptes à terme	12,6	16,0	19,5	18,4	19,8	19,7	19,9	18,6	20,6	3,9%	10,4%
(dt) OPCVM monétaires	9,2	11,3	8,6	6,1	11,7	9,5	13,1	11,9	13,1	12,0%	10,7%
(dt) certificats de dépôt	12,1	9,7	4,5	3,6	3,6	3,0	1,5	0,5	0,7	-80,7%	30,8%
Epargne à long terme	5,1	4,1	3,6	2,9	14,5	15,9	14,2	12,1	9,7	-33,4%	-20,2%
(dt) OPCVM non monétaires	4,5	3,7	3,2	2,5	14,2	14,6	13,9	11,6	9,2	-35,1%	-21,0%
Ménages	452,0	500,3	538,5	555,1	611,0	612,0	629,7	633,7	649,7	6,3%	2,5%
Dépôts à vue	168,8	207,5	219,7	210,7	234,7	232,6	243,5	244,3	249,2	6,2%	2,0%
Placements liquides ou à court terme	156,5	163,3	191,1	203,2	216,6	218,0	218,4	220,2	228,6	5,5%	3,8%
Comptes d'épargne à régime spécial	128,4	136,3	152,1	165,8	176,2	174,5	179,0	181,5	186,0	5,6%	2,5%
Livrets ordinaires	34,9	37,4	39,7	42,1	44,8	45,3	45,2	45,5	46,5	3,9%	2,3%
Livrets A et bleu	67,4	70,1	79,5	86,4	87,7	85,4	88,1	88,9	90,6	3,3%	1,9%
Livrets jeune	5,4	5,6	0,2	0,5	0,9	0,9	1,0	1,4	1,5	67,5%	11,5%
Livrets d'épargne populaire	8,4	9,5	10,5	11,4	14,5	14,5	15,1	15,1	15,1	4,4%	-0,2%
CODEVI	3,5	4,1	4,7	5,5	6,4	6,3	6,6	6,8	7,2	12,6%	6,3%
Comptes d'épargne logement	13,8	14,9	17,4	20,0	21,9	22,1	23,0	23,8	25,1	14,6%	5,2%
Placements indexés sur les taux de marché	28,1	27,0	39,0	37,4	40,4	43,5	39,4	38,7	42,6	5,3%	9,9%
(dt) OPCVM monétaires	2,8	4,2	10,4	8,6	12,2	14,8	12,3	12,7	14,3	17,2%	12,9%
(dt) Comptes créditeurs à terme	23,9	21,4	28,5	28,6	28,1	28,6	26,9	25,9	28,2	0,4%	8,7%
Epargne à long terme	126,7	129,5	127,7	141,1	159,7	161,3	167,8	169,2	171,9	7,7%	1,6%
Plans d'épargne logement	58,9	64,4	69,2	76,8	84,0	84,0	86,4	88,6	89,3	6,3%	0,8%
Plans d'épargne populaire	12,3	11,6	11,5	11,3	10,6	10,6	10,4	10,3	10,0	-5,7%	-2,7%
Autres comptes d'épargne	0,3	0,2	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,2	-5,0%	-41,8%
Portefeuille-titre	9,5	7,0	6,1	6,1	6,8	5,8	7,1	7,7	8,5	23,9%	9,7%
OPCVM non-monétaires	21,6	20,5	16,1	14,5	19,2	18,0	19,7	17,6	17,7	-7,8%	0,7%
Contrats d'assurance-vie	24,2	25,8	24,6	32,4	38,9	42,8	43,9	44,7	46,2	18,9%	3,4%
Autres agents	9,3	9,0	10,2	16,1	15,1	22,2	15,6	17,0	19,1	26,6%	12,3%
Dépôts à vue	5,5	4,6	6,7	10,4	11,0	17,5	12,1	13,5	16,1	46,0%	19,0%
Placements liquides ou à court terme	3,7	4,1	3,3	5,5	3,9	4,6	3,4	3,5	3,0	-23,1%	-14,4%
Comptes d'épargne à régime spécial	0,4	0,4	0,1	0,4	0,6	0,6	0,6	0,6	0,5	-6,0%	-10,4%
Placements indexés sur les taux de marché	3,3	3,7	3,2	5,1	3,3	4,0	2,8	2,9	2,5	-26,0%	-15,2%
Epargne à long terme	0,0	0,3	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,0	0,0	ns	ns
Total actifs financiers	594,0	629,7	673,9	716,6	788,2	803,9	834,5	828,4	848,0	7,6%	2,4%
Dépôts à vue	266,9	291,0	315,1	335,2	357,9	371,5	395,6	391,9	400,1	11,8%	2,1%
Placements liquides ou à court terme	195,2	204,7	227,4	237,1	255,9	255,1	256,7	255,2	266,4	4,1%	4,4%
Comptes d'épargne à régime spécial	128,9	136,8	152,5	166,4	177,0	175,5	180,0	182,5	186,9	5,6%	2,4%
Placements indexés sur les taux de marché	66,3	67,9	74,9	70,7	78,9	79,6	76,7	72,7	79,5	0,7%	9,3%
Epargne à long terme	131,9	134,0	131,4	144,3	174,4	177,3	182,2	181,3	181,6	4,1%	0,2%

Ensemble des actifs financiers

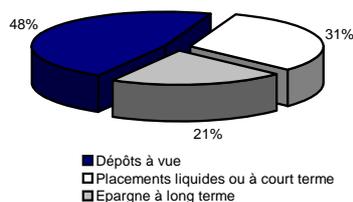
en millions d'€

Variation en glissement annuel (en %)

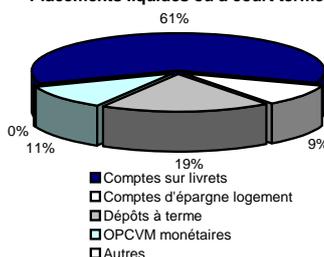


Structure des actifs financiers par nature

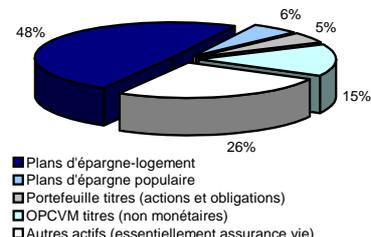
Actifs financiers



Placements liquides ou à court terme



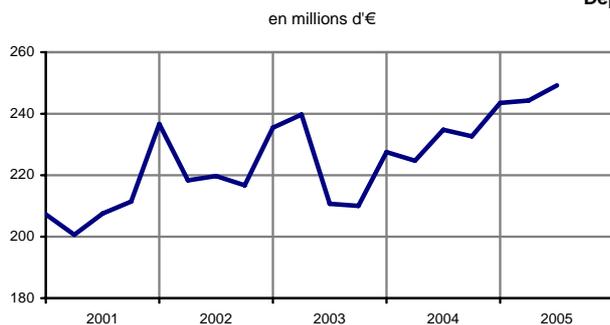
Epargne à long terme



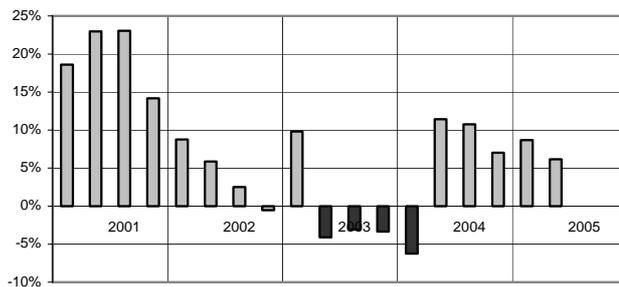
Conjoncture financière et bancaire

Les placements des ménages

Dépôts à vue



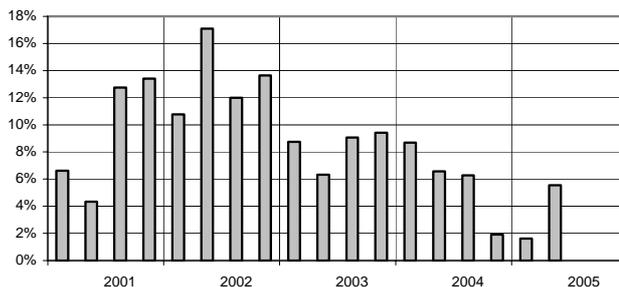
Variation en glissement annuel (en %)



Placements liquides ou à court terme



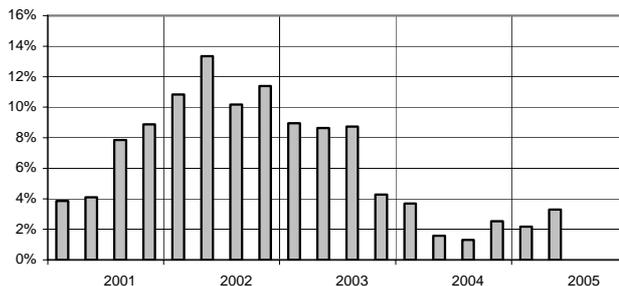
Variation en glissement annuel (en %)



Livrets A et bleu



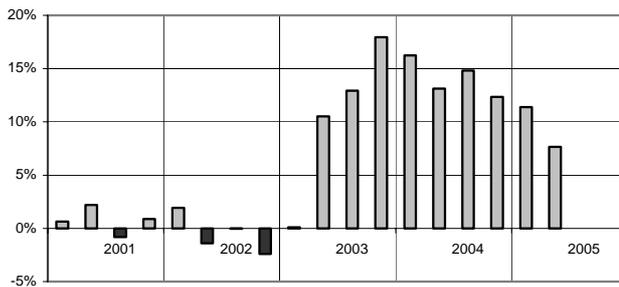
Variation en glissement annuel (en %)



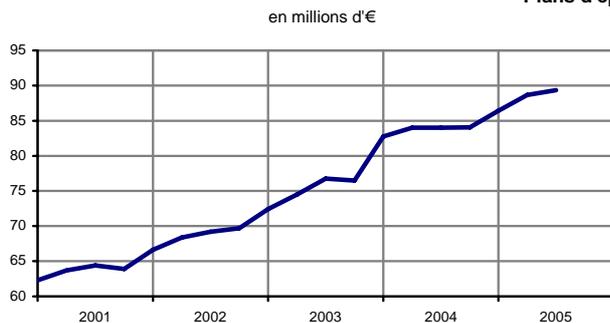
Épargne à long terme



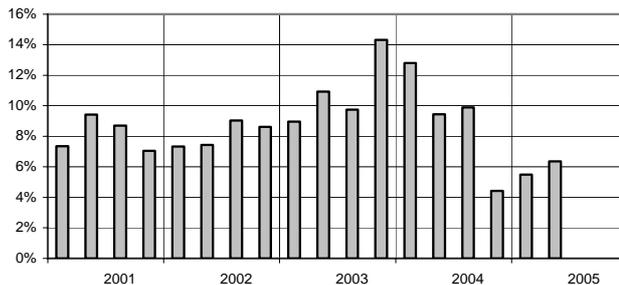
Variation en glissement annuel (en %)



Plans d'épargne logement



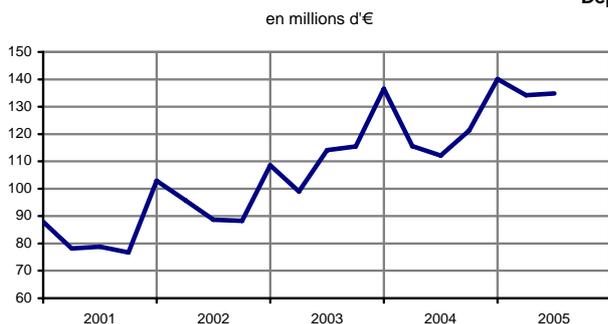
Variation en glissement annuel (en %)



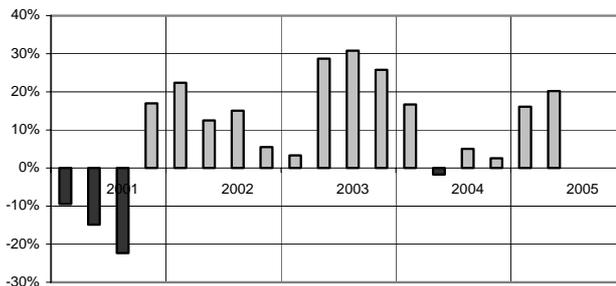
Conjoncture financière et bancaire

Les disponibilités des entreprises

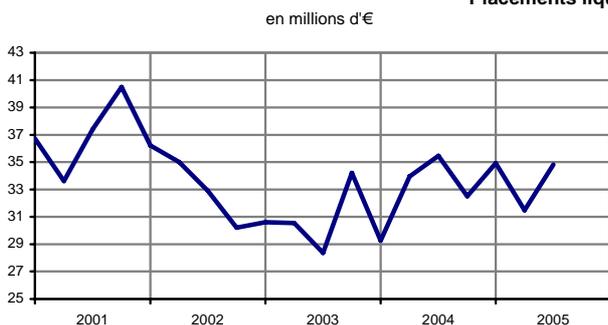
Dépôts à vue



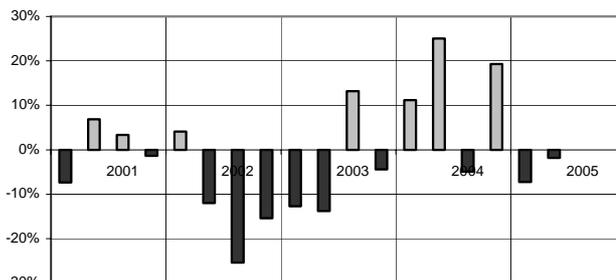
Variation en glissement annuel (en %)



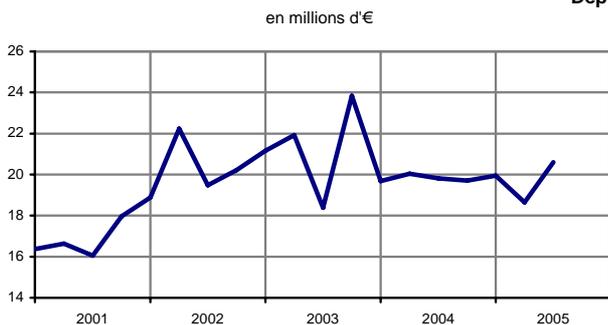
Placements liquides ou à court terme



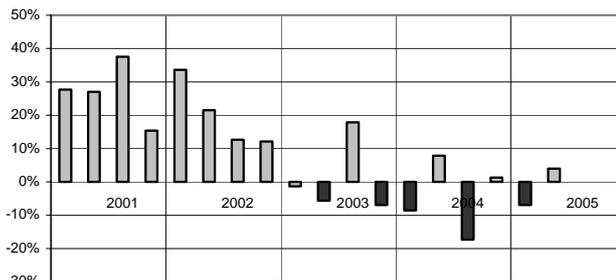
Variation en glissement annuel (en %)



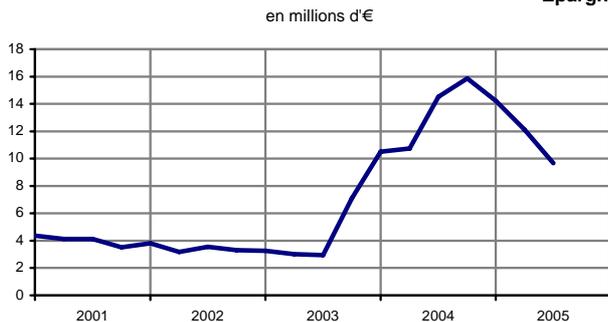
Dépôts à terme



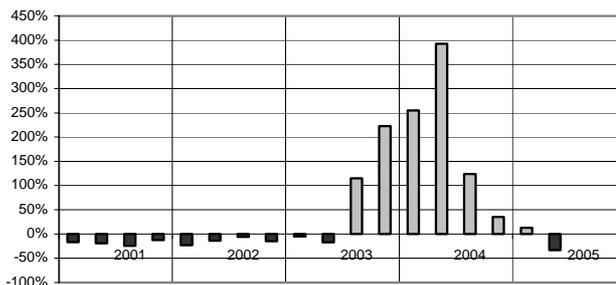
Variation en glissement annuel (en %)



Epargne à long terme



Variation en glissement annuel (en %)



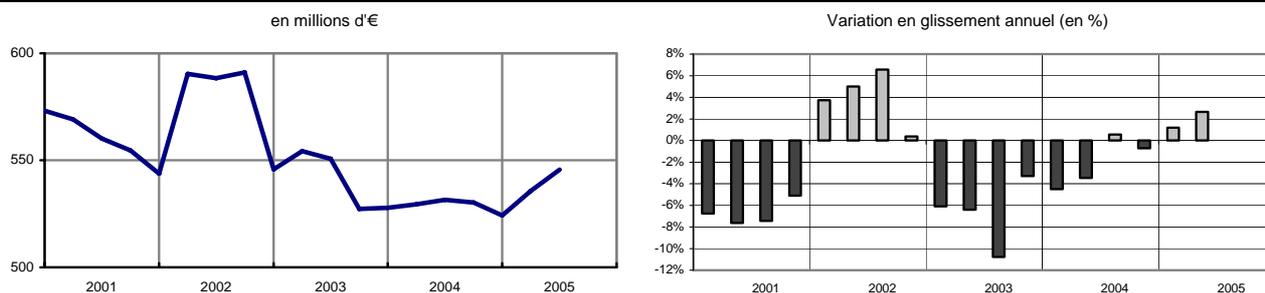
Conjoncture financière et bancaire

4. Les passifs financiers de la clientèle non financière

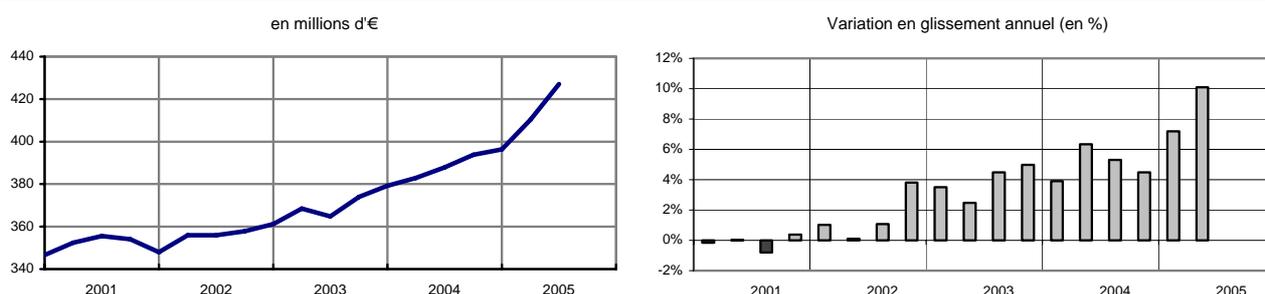
4.1 Concours consentis par les établissements de crédit locaux

	Montants en millions d'€										Variations	
	juin-00	juin-01	juin-02	juin-03	juin-04	sept-04	déc-04	mars-05	juin-05	1 an	1 trim.	
Entreprises												
Crédits d'exploitation	40,3	36,5	41,7	40,6	44,5	46,1	44,0	45,0	49,3	10,7%	9,6%	
Créances commerciales	4,2	6,3	7,2	6,8	5,4	6,3	6,8	4,8	5,8	7,3%	21,6%	
Crédits de trésorerie	14,9	15,3	16,7	13,4	17,0	16,6	18,3	15,7	16,8	-1,6%	6,8%	
Comptes ordinaires débiteurs	21,1	14,9	17,9	20,4	22,0	23,2	18,8	24,5	26,7	21,1%	9,1%	
Affacturation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-	-	
Crédits d'investissement	86,6	88,9	83,5	83,0	84,2	84,3	83,0	83,5	87,0	3,4%	4,2%	
Crédits à l'équipement	86,6	88,9	82,1	78,9	76,9	76,6	75,1	75,5	79,4	3,2%	5,1%	
Crédit-bail	0,0	0,0	1,4	4,1	7,3	7,7	7,9	7,9	7,6	4,7%	-4,2%	
Crédits à l'habitat	16,0	12,3	11,5	12,9	17,5	18,3	19,3	21,5	25,3	44,5%	17,5%	
Autres crédits	13,3	15,8	14,4	16,2	10,8	10,6	12,0	13,5	14,4	32,9%	6,4%	
Encours sain	156,2	153,5	151,1	152,7	157,0	159,4	158,3	163,4	175,9	12,1%	7,6%	
Créances douteuses brutes	221,5	180,5	201,2	145,7	125,9	120,8	114,4	110,0	103,0	-18,1%	-6,3%	
Encours total	377,6	334,0	352,4	298,5	282,9	280,2	272,7	273,4	279,0	-1,4%	2,0%	
Taux de créances douteuses	58,6%	54,1%	63,2%	53,0%	46,1%	44,5%	43,2%	41,8%	37,9%	-8,2	-3,9	
Ménages												
Crédits à la consommation	57,6	62,4	62,9	65,4	72,3	73,3	76,0	78,6	81,4	12,6%	3,5%	
Crédits de trésorerie	54,2	56,6	55,9	60,4	66,9	67,0	70,0	71,8	74,6	11,5%	3,9%	
Comptes ordinaires débiteurs	3,4	5,8	6,8	4,4	4,5	5,2	4,9	5,7	5,6	22,5%	-2,0%	
Crédit-bail	0,0	0,0	0,2	0,6	0,8	1,0	1,1	1,2	1,3	53,3%	6,5%	
Crédits à l'habitat	125,7	127,3	130,1	135,7	151,2	153,7	154,1	155,0	162,0	7,1%	4,5%	
Autres crédits	0,1	0,1	1,5	2,2	2,2	2,0	1,9	1,8	1,7	-21,5%	-7,0%	
Encours sain	183,4	189,8	194,4	203,3	225,7	229,0	232,1	235,5	245,1	8,6%	4,1%	
Créances douteuses brutes	29,3	23,6	30,7	31,9	17,5	15,4	13,2	15,0	15,2	-13,3%	0,7%	
Encours total	212,7	213,4	225,1	235,2	243,2	244,3	245,2	250,5	260,2	7,0%	3,9%	
Taux de créances douteuses	13,8%	11,1%	13,6%	13,6%	7,2%	6,3%	5,4%	6,0%	5,8%	-1,4	-0,2	
Collectivités locales												
Crédits d'exploitation	0,1	0,2	0,6	0,4	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	-45,4%	-44,3%	
Crédits de trésorerie	0,0	0,0	0,0	0,3	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	-73,5%	-32,7%	
Comptes ordinaires débiteurs	0,1	0,2	0,6	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,1	4,0%	-48,3%	
Crédits à l'équipement	6,1	4,9	3,6	3,6	2,2	1,1	0,6	0,5	0,4	-82,5%	-18,3%	
Autres crédits	0,0	0,7	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	-33,3%	10,1%	
Encours sain	6,3	5,7	4,4	4,1	2,5	1,4	0,9	0,8	0,6	-76,6%	-21,9%	
Créances douteuses brutes	0,0	0,4	0,4	8,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	24,9%	8,8%	
Encours total	6,3	6,1	4,8	12,3	2,8	1,7	1,3	1,1	1,0	-65,5%	-12,2%	
Taux de créances douteuses	0,0%	6,1%	8,7%	66,9%	10,9%	18,5%	25,9%	31,8%	39,3%	28,5	7,6	
Autres agents												
Encours sain	9,6	6,6	6,1	4,6	2,7	4,0	4,9	10,6	5,5	101,8%	-48,7%	
Créances douteuses brutes	0,3	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-	-	
Encours total	9,9	6,7	6,1	4,6	2,7	4,0	4,9	10,6	5,5	101,8%	-48,7%	
Taux de créances douteuses	3,1%	1,8%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	-	-	
TOTAL												
Encours sain	355,4	355,6	356,0	364,8	387,9	393,7	396,3	410,3	427,1	10,1%	4,1%	
Créances douteuses brutes	251,1	204,6	232,3	185,9	143,7	136,5	127,9	125,4	118,6	-17,5%	-5,4%	
Encours total	606,5	560,2	588,3	550,6	531,6	530,2	524,1	535,7	545,6	2,6%	1,9%	
Taux de créances douteuses	41,4%	36,5%	39,5%	33,8%	27,0%	25,7%	24,4%	23,4%	21,7%	-5,3	-1,7	
Taux de provisionnement	83,7%	83,5%	85,3%	80,7%	80,0%	81,0%	81,2%	82,6%	84,0%	4,0	1,4	

Encours de crédit brut des EC locaux

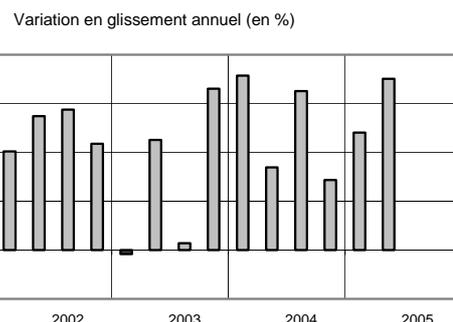


Encours de crédit sain des EC locaux

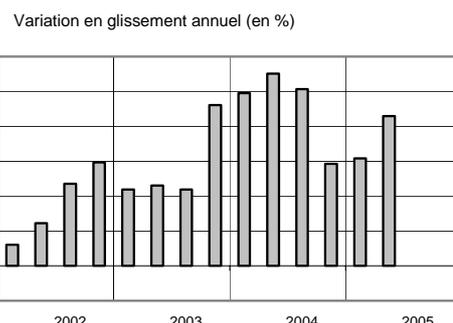
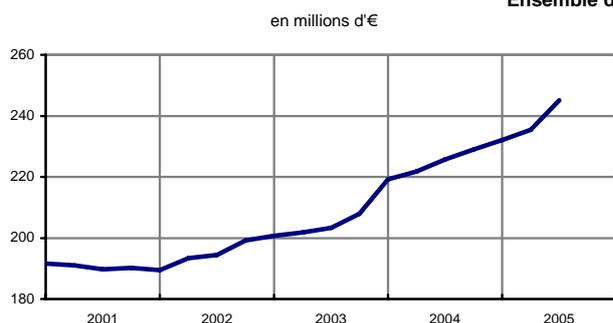


L'endettement des ménages

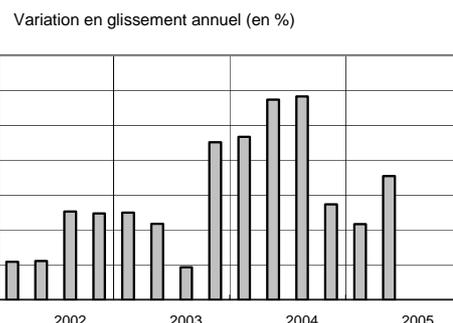
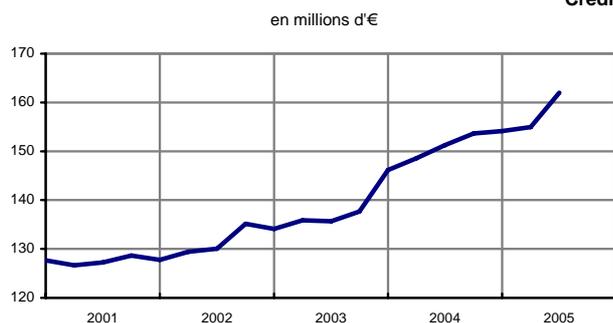
Ensemble des concours



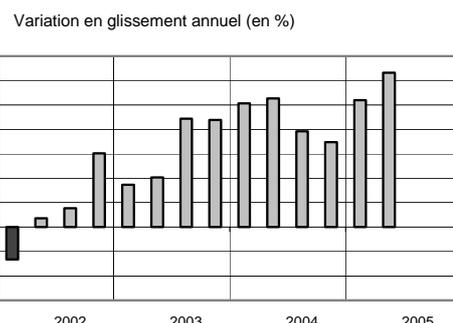
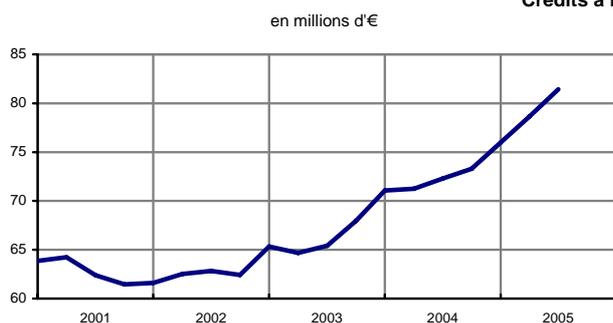
Ensemble des concours sains



Crédits à l'habitat

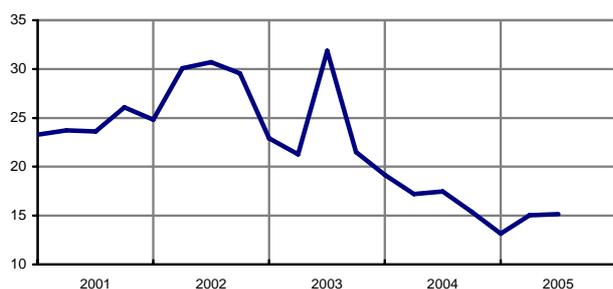


Crédits à la consommation



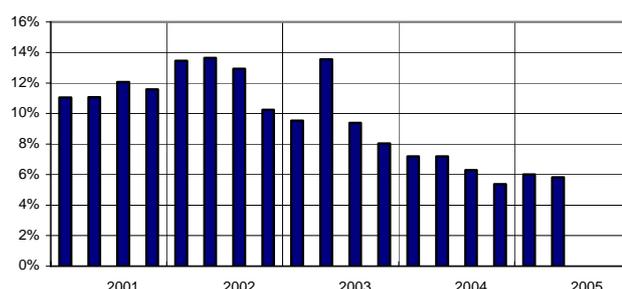
Créances douteuses brutes

en millions d'€



Taux de créances douteuses

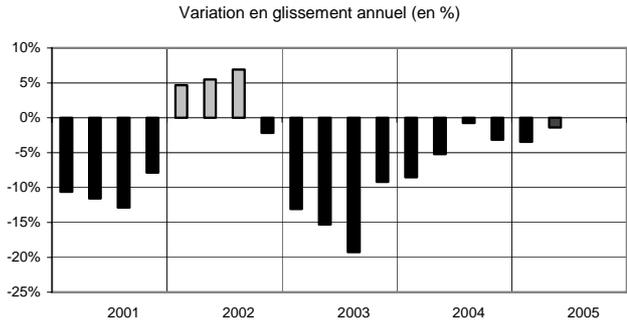
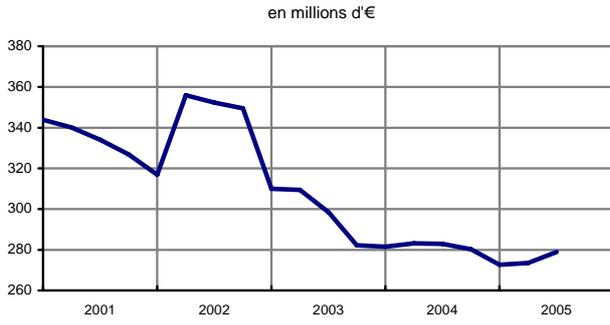
en %



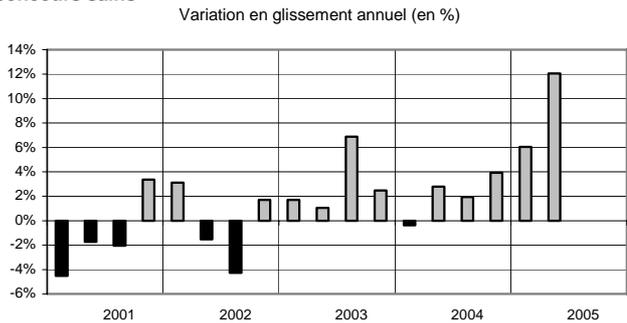
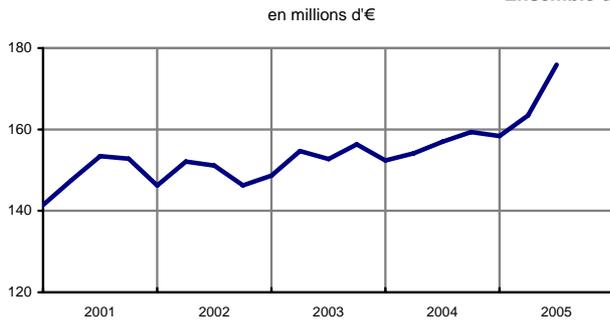
Conjoncture financière et bancaire

L'endettement des entreprises

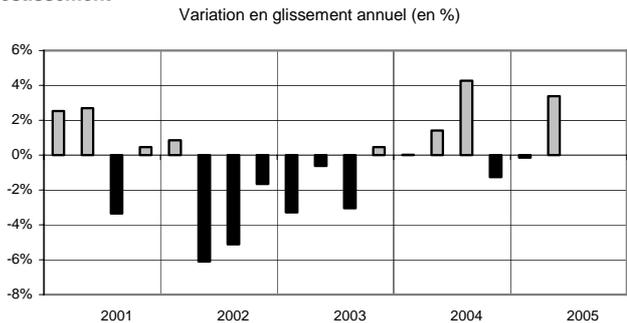
Ensemble des concours



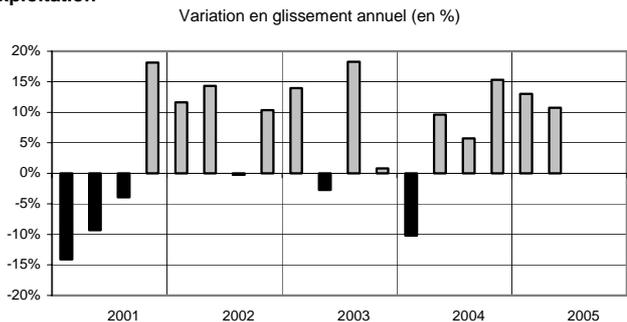
Ensemble des concours sains



Crédits d'investissement

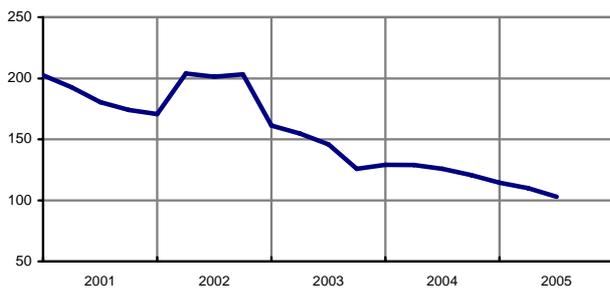


Crédits d'exploitation



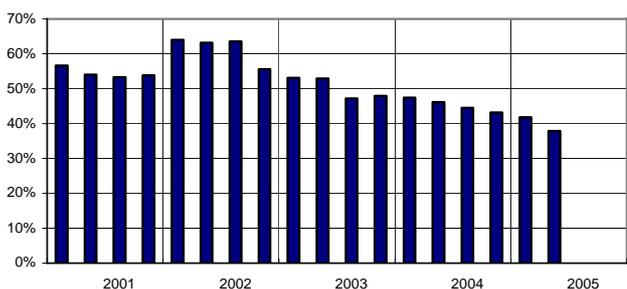
Créances douteuses brutes

en millions d'€



Taux de créances douteuses

en %



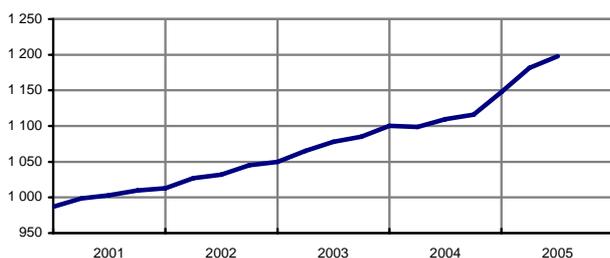
Conjoncture financière et bancaire

4.2 Concours consentis sur la place par l'ensemble des établissements de crédit

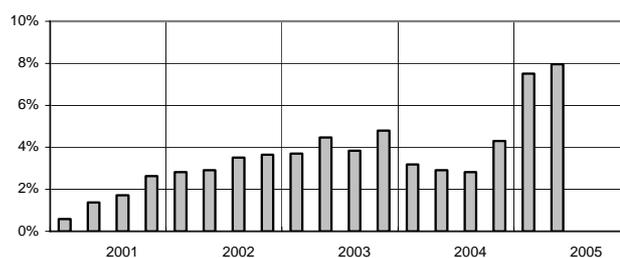
	Montants en millions d'€									Variations	
	juin-00	juin-01	juin-02	juin-03	juin-04	sept-04	déc-04	mars-05	juin-05	1 an	1 trim.
Entreprises											
Crédits d'exploitation	40,3	36,5	41,7	40,6	45,4	46,5	44,6	45,0	49,3	8,4%	9,4%
Créances commerciales	4,2	6,3	7,2	6,8	5,4	6,3	6,8	4,8	5,8	7,3%	21,6%
Crédits de trésorerie	15,0	15,3	16,7	13,4	18,0	17,0	19,0	15,8	16,8	-6,7%	6,3%
Comptes ordinaires débiteurs	21,1	14,9	17,9	20,4	22,0	23,2	18,8	24,5	26,7	21,1%	9,1%
Affacturage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-	-
Crédits d'investissement	89,8	93,3	91,2	87,8	84,6	84,8	83,5	84,0	87,5	3,4%	4,2%
Crédits à l'équipement	89,8	93,3	89,9	83,7	77,4	77,1	75,6	76,0	79,9	3,2%	5,1%
Crédit-bail	0,0	0,0	1,4	4,1	7,3	7,7	7,9	7,9	7,6	4,7%	-4,2%
Crédits à l'habitat	385,6	388,5	420,6	459,9	469,1	473,0	480,5	489,1	496,2	5,8%	1,5%
Autres crédits	18,3	19,7	17,9	19,0	13,2	13,0	14,1	15,7	16,3	23,8%	4,1%
Encours sain	534,0	538,0	571,4	607,3	612,3	617,3	622,8	633,7	649,3	6,0%	2,5%
Créances douteuses brutes	228,8	188,3	177,5	154,0	134,5	133,3	126,8	122,5	112,4	-16,4%	-8,3%
Encours total	762,8	726,3	748,9	761,3	746,9	750,5	749,6	756,2	761,7	2,0%	0,7%
Taux de créances douteuses	30,0%	25,9%	24,5%	20,2%	18,0%	17,8%	16,9%	16,2%	14,8%	-3,3	-1,4
Ménages											
Crédits à la consommation	67,4	72,7	74,2	76,5	83,8	85,1	87,6	90,1	93,4	11,5%	3,7%
Crédits de trésorerie	63,9	66,9	67,3	71,5	78,4	78,8	81,6	83,2	86,6	10,4%	4,0%
Comptes ordinaires débiteurs	3,4	5,8	6,8	4,4	4,5	5,2	4,9	5,7	5,6	22,5%	-2,0%
Crédit-bail	0,0	0,0	0,2	0,6	0,8	1,0	1,1	1,2	1,3	53,3%	6,5%
Crédits à l'habitat	190,4	188,6	192,6	194,2	210,1	212,9	205,7	205,2	212,6	1,2%	3,6%
Autres crédits	0,1	0,1	1,9	2,6	2,5	2,5	2,4	2,2	1,9	-23,5%	-14,0%
Encours sain	257,8	261,4	268,8	273,3	296,4	300,5	295,7	297,6	308,0	3,9%	3,5%
Créances douteuses brutes	37,0	33,9	62,8	41,7	26,6	23,7	20,4	22,4	22,2	-16,5%	-0,8%
Encours total	294,8	295,3	331,6	315,0	323,0	324,2	316,1	320,0	330,2	2,2%	3,2%
Taux de créances douteuses	12,6%	11,5%	18,9%	13,2%	8,2%	7,3%	6,5%	7,0%	6,7%	-1,5	-0,3
Collectivités locales											
Crédits d'exploitation	0,1	0,2	0,6	0,4	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	-45,4%	-44,3%
Crédits de trésorerie	0,0	0,0	0,0	0,3	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	-73,5%	-32,7%
Comptes ordinaires débiteurs	0,1	0,2	0,6	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,1	4,0%	-48,3%
Crédits à l'équipement	143,4	151,5	138,9	139,6	136,5	134,0	147,1	158,5	156,6	14,7%	-1,2%
Autres crédits	24,1	26,8	27,4	30,7	25,0	24,5	22,8	27,9	26,9	7,7%	-3,6%
Encours sain	167,6	178,4	167,0	170,7	161,7	158,7	170,2	186,6	183,6	13,6%	-1,6%
Créances douteuses brutes	2,9	2,9	11,4	8,4	0,5	0,5	0,3	0,4	0,9	70,4%	154,9%
Encours total	170,5	181,3	178,4	179,1	162,2	159,2	170,5	187,0	184,5	13,8%	-1,3%
Taux de créances douteuses	1,7%	1,6%	6,4%	4,7%	0,3%	0,3%	0,2%	0,2%	0,5%	0,2	0,3
Autres agents											
Encours sain	29,6	25,0	24,8	26,7	39,1	39,5	59,1	63,5	56,9	45,5%	-10,4%
Créances douteuses brutes	0,4	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-	-
Encours total	30,0	25,1	24,8	26,7	39,1	39,5	59,1	63,5	56,9	45,5%	-10,4%
Taux de créances douteuses	1,2%	0,5%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0	0,0
TOTAL											
Encours sain	989,1	1 002,8	1 032,0	1 078,1	1 109,5	1 115,9	1 147,7	1 181,4	1 197,8	8,0%	1,4%
Créances douteuses brutes	269,0	225,3	251,8	204,1	161,7	157,5	147,6	145,3	135,5	-16,2%	-6,7%
Encours total	1 258,2	1 228,0	1 283,8	1 282,2	1 271,2	1 273,4	1 295,3	1 326,7	1 333,3	4,9%	0,5%
Taux de créances douteuses	21,4%	18,3%	19,6%	15,9%	12,7%	12,4%	11,4%	11,0%	10,2%	-2,6	-0,8
Taux de provisionnement	78,2%	75,9%	78,8%	73,5%	71,1%	70,3%	70,4%	71,3%	73,5%	2,4	2,2

Encours de crédit sain total

en millions d'€

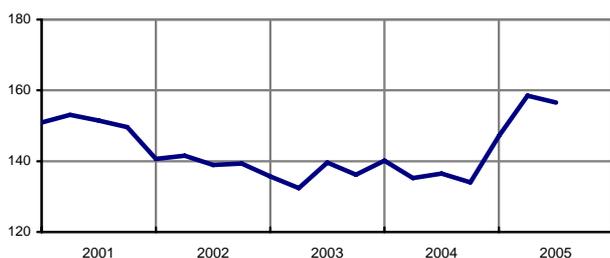


Variation en glissement annuel (en %)

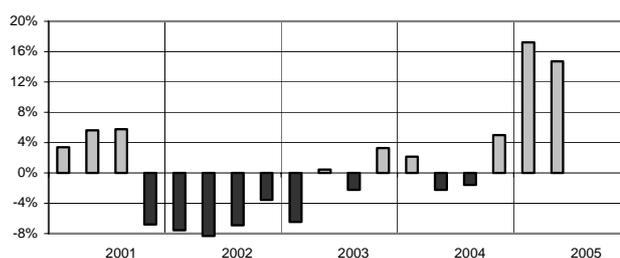


Encours de crédit d'équipement aux collectivités locales

en millions d'€



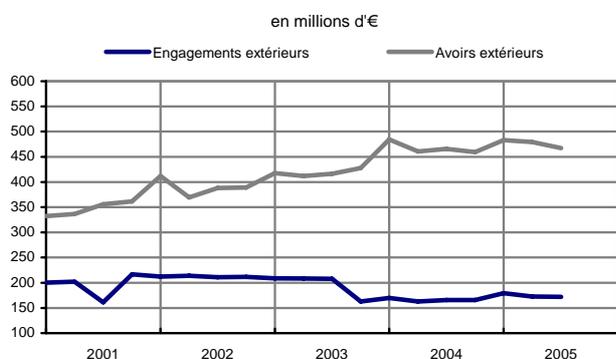
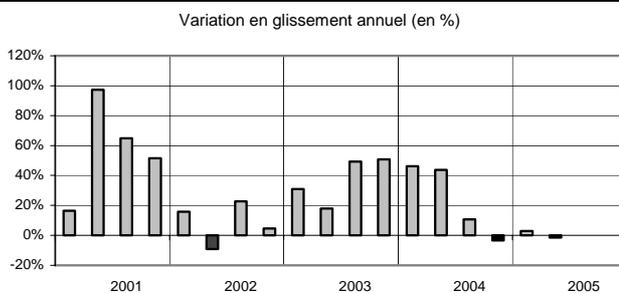
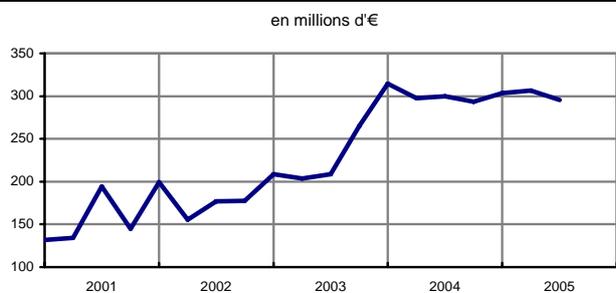
Variation en glissement annuel (en %)



5. La position extérieure nette du système bancaire local

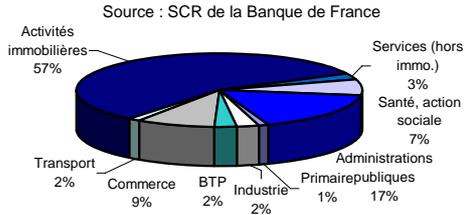
	Montants en millions d'€									Variations	
	juin-00	juin-01	juin-02	juin-03	juin-04	sept-04	déc-04	mars-05	juin-05	1 an	1 trim.
Avoirs extérieurs des établissements de crédit locaux (A)	303,5	355,6	388,1	416,2	465,7	459,2	483,0	479,2	467,3	0,4%	-2,5%
Engagements extérieurs des établissements de crédit locaux (B)	204,9	161,1	211,3	207,6	165,7	165,8	179,4	172,8	171,8	3,7%	-0,6%
Position extérieure nette du système bancaire local (A) - (B)	98,6	194,4	176,8	208,6	300,0	293,4	303,7	306,4	295,5	-1,5%	-3,6%

Position extérieure nette

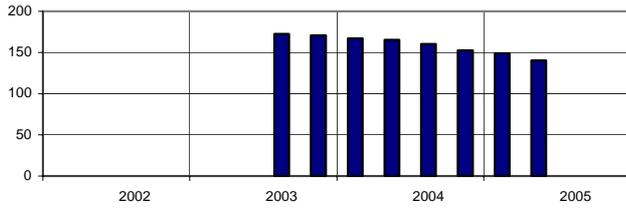


6. Risques sectoriels

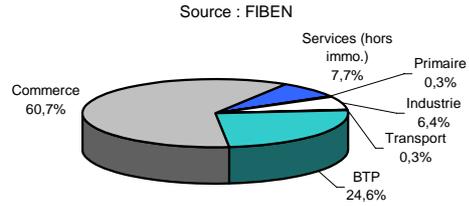
Répartition des risques par secteur au 30/06/2005



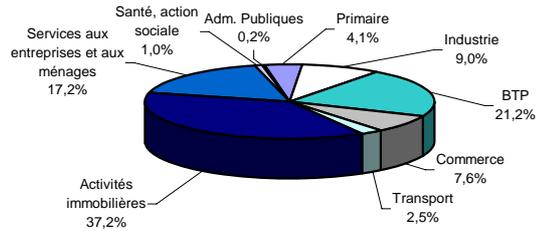
Evolution des encours douteux en millions d'€



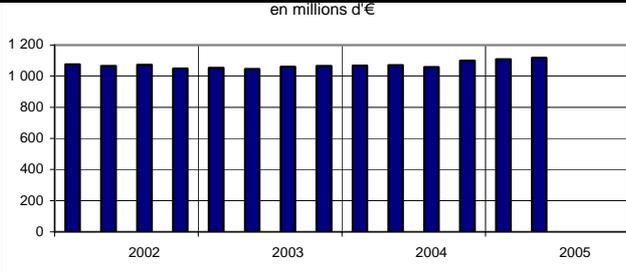
Répartition par secteur des incidents de paiement sur effets en valeur au 2nd trimestre 2005



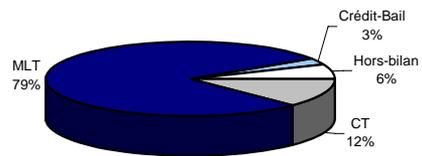
Nouveaux encours douteux au 2nd trimestre 2005



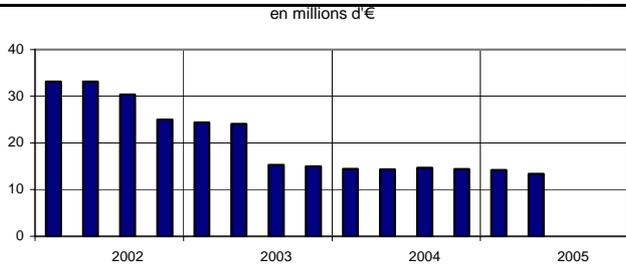
Evolution globale des risques déclarés au SCR de la Banque de France



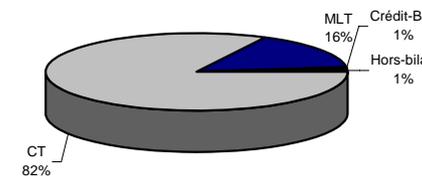
Structure en %



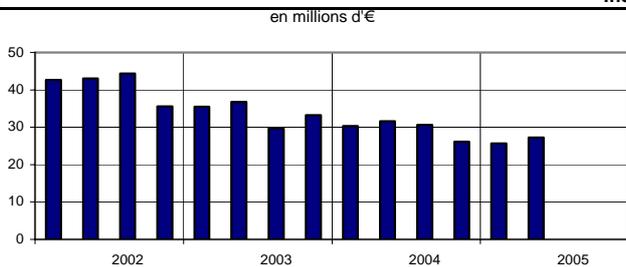
Secteur primaire



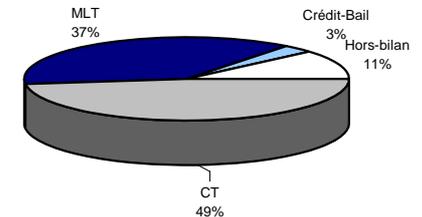
Structure en %



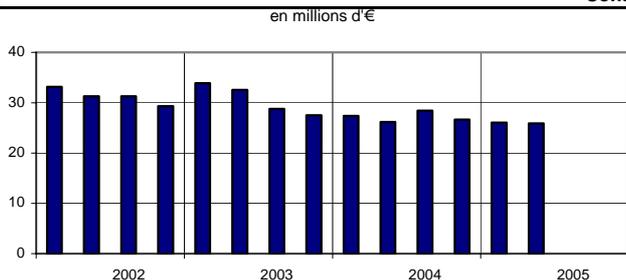
Industrie



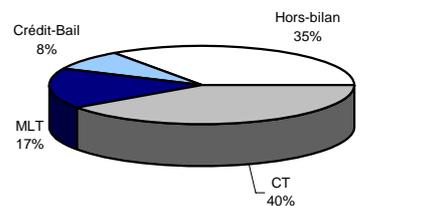
Structure en %



Construction



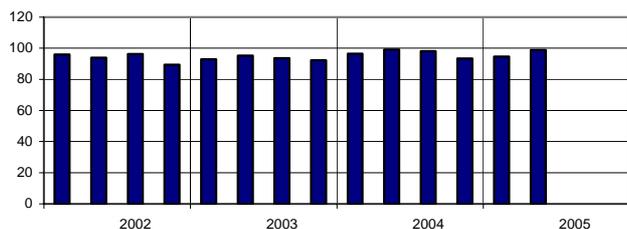
Structure en %



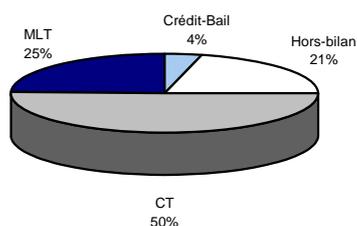
Conjoncture financière et bancaire

Commerce

en millions d'€

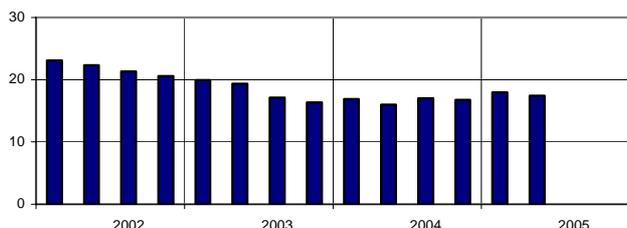


Structure en %

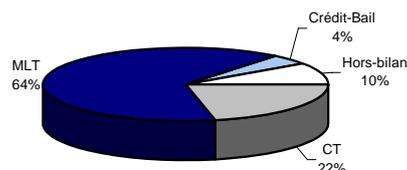


Transport

en millions d'€

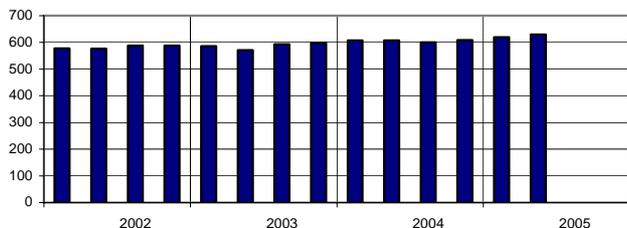


Structure en %

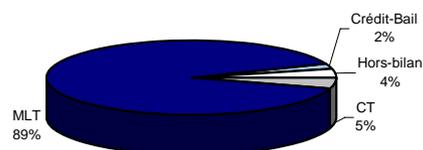


Activités immobilières

en millions d'€

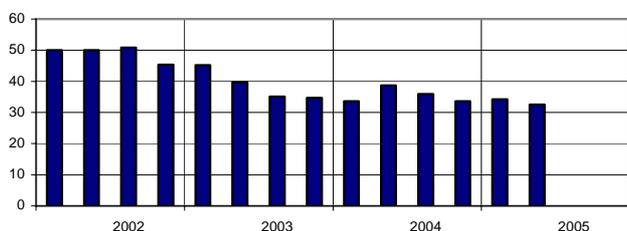


Structure en %

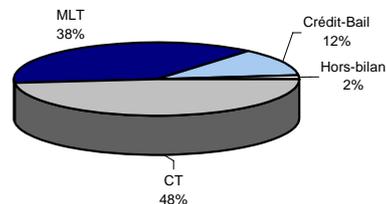


Services (hors immobilier)

en millions d'€

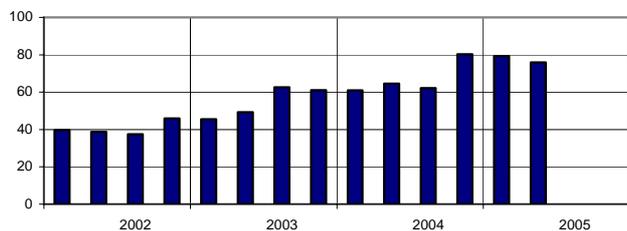


Structure en %

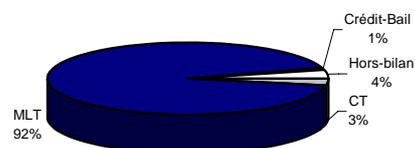


Santé, action sociale

en millions d'€

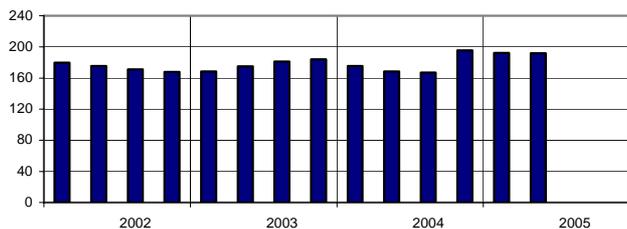


Structure en %

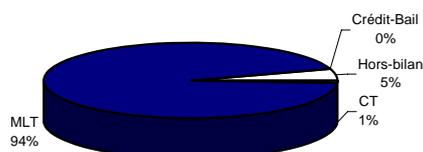


Administrations publiques

en millions d'€



Structure en %



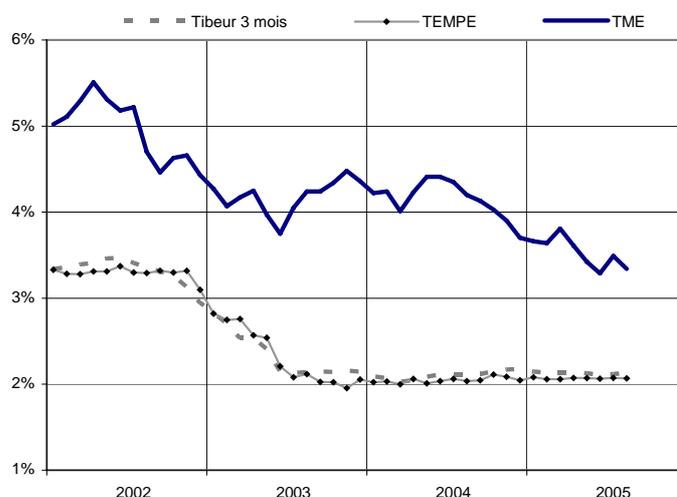
7. Rappel des taux

7.1 Taux réglementés

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPEENNE	
Taux de soumission minimal des opérations principales de refinancement (09/06/03)	2,00%
Taux de la facilité de dépôt (06/06/03)	1,00%
Taux de la facilité de prêt marginal (06/06/03)	3,00%

TAUX DE L'EPARGNE REGLEMENTEE (depuis le 1er août 04)		
Livret A et bleu	Codevi	LEP
2,00%	2,00%	3,00%
PEL*	CEL*	
2,50%	1,25%	
TAUX D'INTERET LEGAL		
ANNEE 2004 (JO du 15/02/04)		2,27%
ANNEE 2005 (JO du 17/02/05)		2,05%

7.2 Principaux taux de marché

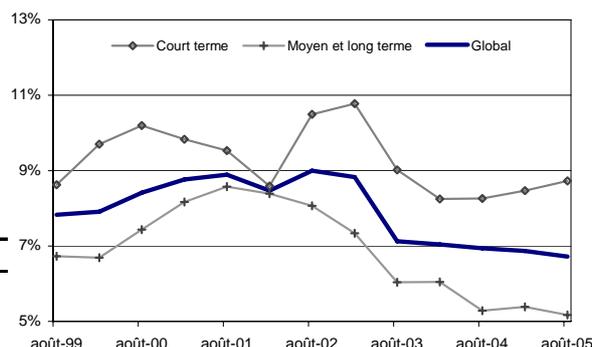


7.3 Enquête de l'IEDOM sur le coût du crédit aux entreprises

Taux moyens pondérés

en %	Fév. 2004	août 2004	Fév. 2005	août 2005	Variation en pts	
					6 mois	1 an
Crédit à CT	8,25%	8,26%	8,47%	8,73%	0,26	0,47
Escompte	9,57%	7,13%	6,38%	7,60%	1,22	0,47
Découvert	8,26%	9,01%	9,14%	9,49%	0,35	0,48
Autres crédits CT	7,65%	6,93%	8,13%	6,07%	-2,06	-0,86
Crédits à MT et LT	6,05%	5,29%	5,39%	5,17%	-0,22	-0,12
ENSEMBLE	7,04%	6,94%	6,87%	6,72%	-0,15	-0,22

Source : IEDOM Guyane



7.4 Taux de l'usure

Est considéré comme usuraire tout prêt dont le taux effectif global (ou TEG) excède, au moment où il est consenti, le taux d'usure publié en application de l'article 1er de la loi n°66-1010 du 28 décembre 1996. Calculés trimestriellement, les seuils de l'usure s'appliquent pour une durée de trois mois et sont publiés au journal officiel.

L'article 32 de la loi n° 2003-721 du 1er août 2003 pour l'initiative économique sort du champ de la réglementation relative à l'usure les prêts consentis à une personne morale se livrant à une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale, à l'exception des découverts en compte.

Catégorie	Plafonds de l'usure applicables sur la période						
	2T2004	3T2004	4T2004	1T2005	2T2005	3T2005	
PARTICULIERS	<u>Prêts immobiliers</u>						
	- Prêts à taux fixe	6,83%	6,67%	6,56%	6,63%	6,29%	6,03%
	- Prêts à taux variable	5,99%	5,88%	5,85%	5,84%	5,69%	5,53%
	- Prêts relais	7,07%	6,72%	6,68%	6,56%	6,20%	5,92%
	<u>Autres prêts</u>						
	- Prêts <=1524 €(*)	20,96%	20,73%	20,13%	19,45%	19,60%	19,87%
- Découverts en compte, prêts permanents et financements d'achats ou de ventes à tempérament > 1524 € (*)	16,57%	16,64%	16,21%	16,33%	16,53%	16,77%	
- Prêts personnels et autres prêts > 1524 €	9,68%	9,07%	9,12%	8,85%	8,87%	8,29%	
ENTREPRISES	- Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	8,52%	8,40%	8,55%	8,47%	8,53%	8,95%
	- Prêt d'une durée initiale sup. à 2 ans, à taux fixe	6,57%	6,41%	6,47%	6,65%	6,43%	6,31%
	- Prêts d'une durée initiale sup. à 2 ans, à taux variable	6,35%	6,00%	6,08%	6,01%	5,79%	5,67%
	- Découvert en compte (**)	11,05%	10,73%	11,27%	11,71%	11,55%	11,72%
	- Autres prêts d'une durée initiale inf. ou égale à 2 ans	8,49%	7,73%	8,20%	7,88%	7,67%	7,81%

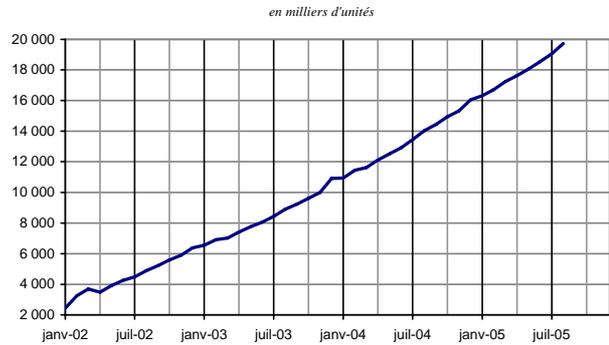
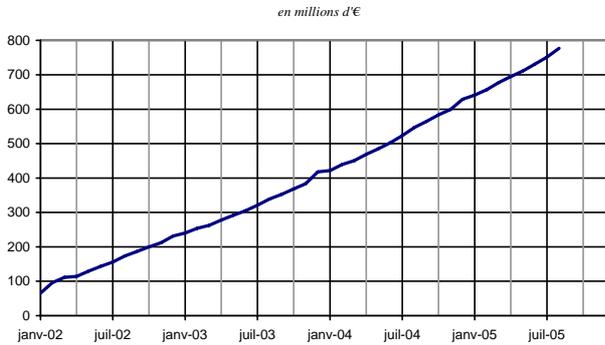
(*) Pour apprécier le caractère usuraire du taux effectif global d'un découvert en compte ou d'un prêt permanent, le montant à prendre en considération est celui du crédit effectivement utilisé.

(**) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

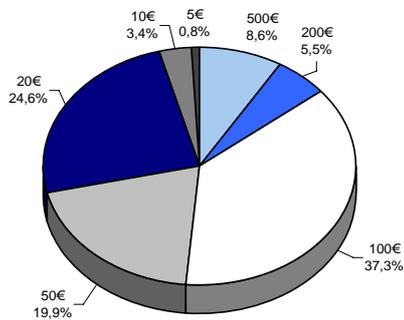
8. Monnaie fiduciaire

8.1 Emission mensuelle de billets euros

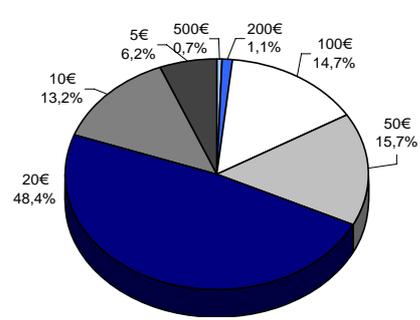
Emissions nettes cumulées de billets



Répartition en valeur

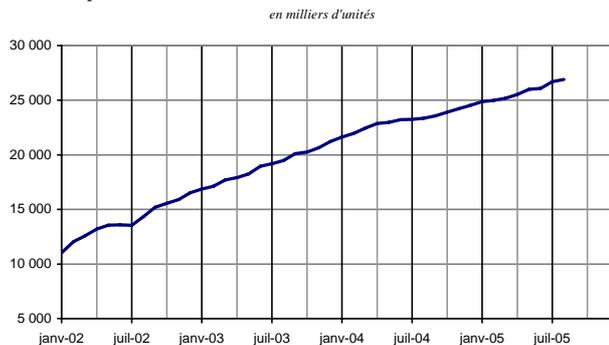
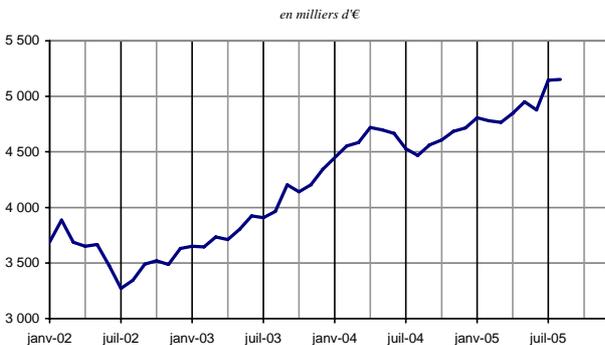


Répartition en volume

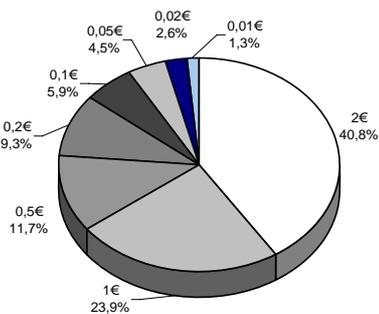


8.2 Emission mensuelle de pièces euros

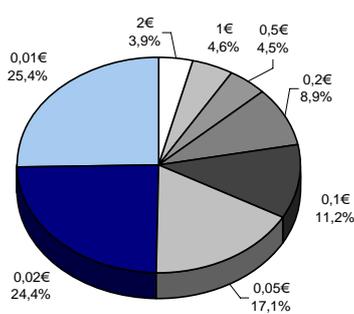
Emissions nettes cumulées de pièces



Répartition en valeur



Répartition en volume



Ont participé à la réalisation de ce bulletin :

Sandra HO-CAN-SUNG

Stéphane MARTIN

Max REMBLIN

INSTITUT D'EMISSION DES DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER
8, rue Christophe Colomb – B.P. 6016 – 97306 Cayenne Cedex

Téléphone : 0594.29.36.50 – télécopie : 0594.30.02.76

Site Internet : www.iedom.fr

Directeur de la publication : A. VIENNEY

Responsable de la rédaction : M. REMBLIN

Editeur : IEDOM

Achévé d'imprimer le 22 Septembre 2005

Dépôt légal : 22 Septembre 2005- n° ISSN : 0296-3116